

N° de l'arrêté : 2022 - 7130

Arrêté Réf. AV - 2022 0610 - DISR
Portant Permission de voirie
pour aménagement d'accès sur la D900 au PR 19+0260
commune de Maubec
hors agglomération
Route classée à grande circulation

La Présidente du Conseil départemental

- VU la demande en date du 24/08/2022 par laquelle M BLANC Jean Paul 307 Chemin de la Roumaniere 84440 ROBION, sollicite l'autorisation d'aménagement d'accès,
- VU le code général des collectivités territoriales
- VU le code général de la propriété des personnes publiques
- VU le code de la voirie routière
- VU la délibération n° 2019-471 du 21 juin 2019 du Conseil départemental de Vaucluse approuvant le règlement de voirie départementale
- VU l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental n° 2022-2824 du 30 mars 2022 portant délégation de signature à Monsieur Marc MAZELLIER, Chef de l'agence routière de Pertuis, et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-Michel SERVAIRE, Adjoint au Chef de l'agence routière de Pertuis
- VU l'état des lieux,

ARRÊTE

Article 1 - Autorisation

Le bénéficiaire est autorisé :

- à occuper le domaine public de la D900 au PR 19+0260, Commune de Maubec et,
- à exécuter les travaux de création d'un accès avec aqueduc

à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants :

Article 2 - Sécurité et signalisation de chantier

Deux mois avant le début des travaux, l'entreprise chargée de leur exécution, devra demander un arrêté de police de la circulation pour signaler son chantier, auprès de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation (hors agglomération : la Présidente du Conseil départemental représentée par l'agence routière départementale, en agglomération : le Maire de la commune).

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des autres procédures réglementaires à effectuer préalablement à l'engagement des travaux, notamment la Déclaration des Travaux (DT), la Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT), la demande d'un arrêté de circulation...

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3- Implantation ouverture de chantier, contrôle réception et récolement

Préparation, implantation ouverture de chantier

Avant exécution les travaux feront l'objet d'un piquetage avec le représentant de l'agence routière départementale gestionnaire de la voie :

Agence routière de Pertuis
352 avenue de Verdun
84120 Pertuis
Tél : 04 90 68 89 04
agencerroutierepertuis@vacluse.fr

Accès avec aqueduc :

La largeur de l'accès sera de 15 mètres.

Le busage du fossé sera effectué sur une longueur 15 m, à l'aide de buses annelées ou de buses de résistance similaire, dont le diamètre intérieur ne peut-être inférieur à 400 mm

Le fil d'eau devra respecter la pente du fossé existant et ne pas entraver le libre écoulement des buses.

Les têtes d'aqueducs présenteront un profil incliné destiné à éviter l'encastrement des véhicules et seront exécutées conformément au schéma annexé au présent arrêté.

L'accès sera réalisé conformément aux fiches techniques annexées au présent arrêté:

- fiche 3 busage de fossé,

- fiche 4 dimensionnement simple,

et mis en œuvre dans les règles de l'art.

L'accès sera empierré, stabilisé, bitumeux.

Il se raccordera au bord de la chaussée sans creux ni saillie et présentera une pente supérieure à 4% dirigée vers la propriété du bénéficiaire de façon à éviter l'écoulement des eaux de ruissellement sur la chaussée.

L'implantation d'un portail ne pourra se faire à une distance inférieure à 5 m du bord de la chaussée circulée, ceci afin de permettre le stationnement d'un véhicule hors des parties circulées de la chaussée et de préserver la sécurité des usagers de la route à l'occasion d'entrée ou sortie d'un véhicule.

Dépôt :

Les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux autorisés par le présent arrêté pourront être déposés sur les dépendances de la voie.

En aucun cas ce dépôt ne pourra se prolonger pour une durée supérieure à celle des travaux prévue dans le présent arrêté. Les dépendances devront être rétablies dans leur état initial.

Dispositions générales :

Le pétitionnaire prendra toutes les dispositions afin de préserver la sécurité des usagers de la route, il se devra d'entretenir une parfaite visibilité au droit de cet accès.

L'entretien de l'accès, y compris des éventuelles buses, têtes de buses ou caniveaux sont à la charge du pétitionnaire.

Cet entretien inclus l'enlèvement de tout obstacle au libre écoulement des eaux sur 2 m de part et d'autre de l'accès.

Une semaine avant le démarrage des travaux, le bénéficiaire devra remettre : les fiches techniques des matériaux utilisés

Article 4 - Implantation ouverture de chantier

La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de 365 jours.

Le service instructeur du Département devra être prévenu de la date d'intervention au moins 10 jours avant le début des travaux.

La date d'ouverture de chantier sera fixée par l'arrêté de police de la circulation.

La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.

Contrôles, réception et récolement

Pendant les travaux, le bénéficiaire fera exécuter les contrôles permettant de garantir au gestionnaire de la voie l'implantation des ouvrages, la profondeur de pose des réseaux, la qualité des matériaux utilisés et la conformité de leur mise en œuvre dans les règles de l'art, les normes et spécifications demandées par la présente autorisation.

Les résultats de ces contrôles seront communiqués au gestionnaire de la voie lors de la constatation de fin de chantier.

Le gestionnaire de la voie se réserve le droit de faire exécuter des contrôles complémentaires, pendant ou après les travaux, pour s'assurer de la bonne exécution des ouvrages et en particulier de la qualité des matériaux de remblai et de leur mise en œuvre.

Les ouvrages non conformes devront être repris aux frais du bénéficiaire.

Le bénéficiaire informera le gestionnaire de la voie de l'achèvement des travaux et lui demandera la constatation de fin de chantier.

La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voie, notamment au vu des résultats des contrôles effectués, de la remise en état des lieux et de la sécurité de circulation après travaux.

L'intervenant établira et tiendra à disposition du gestionnaire de voirie un plan de récolement de ses installations de classe A, géoréférencés conformément à la réglementation en vigueur, et rattachés en planimétrie à la zone Lambert 93 et en altimétrie au système NGF-IGN69. Ils seront fournis sous forme dématérialisée.

La communication de ces plans au gestionnaire de la voie devra intervenir dans les trois mois suivant sa demande.

Article 5 - Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien, auprès du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 - Validité de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable.

Cette autorisation peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie dans l'intérêt général s'avéreront nécessaires.

25 AOUT 2022

**Fait à Pertuis, le
Pour la Présidente et par délégation**

**L'adjoint au chef d'agence
Jean-Michel SERVAIRE**

Annexes:

Accès - Fiche 3 accès busage de fossé
Accès - Fiche 4 accès cas général

Diffusion :

- M. le Directeur Départemental des Territoires
- M. le Directeur des Interventions et de la Sécurité Routière
- Contact 1 (MAUBEC)
- M.le Chef de l'Agence de PERTUIS

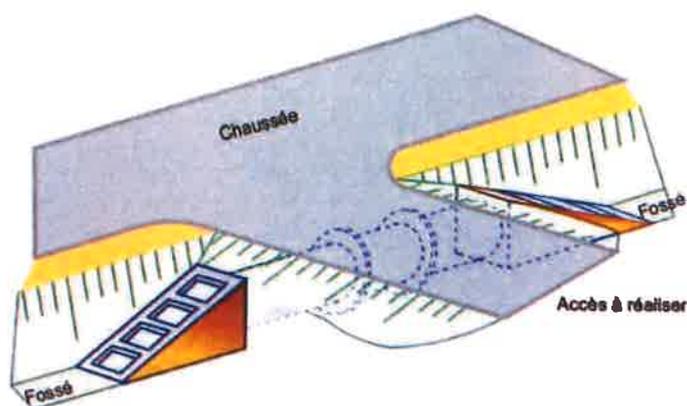
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de 2 mois à partir de sa notification. Le tribunal administratif peut être aussi saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

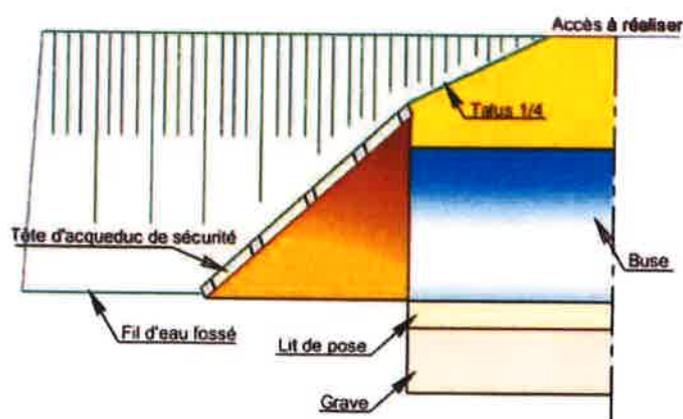


Création d'accès : Busage de fossé

— SCHÉMA DE PRINCIPE —



— COUPE LONGITUDINALE —



Référence :

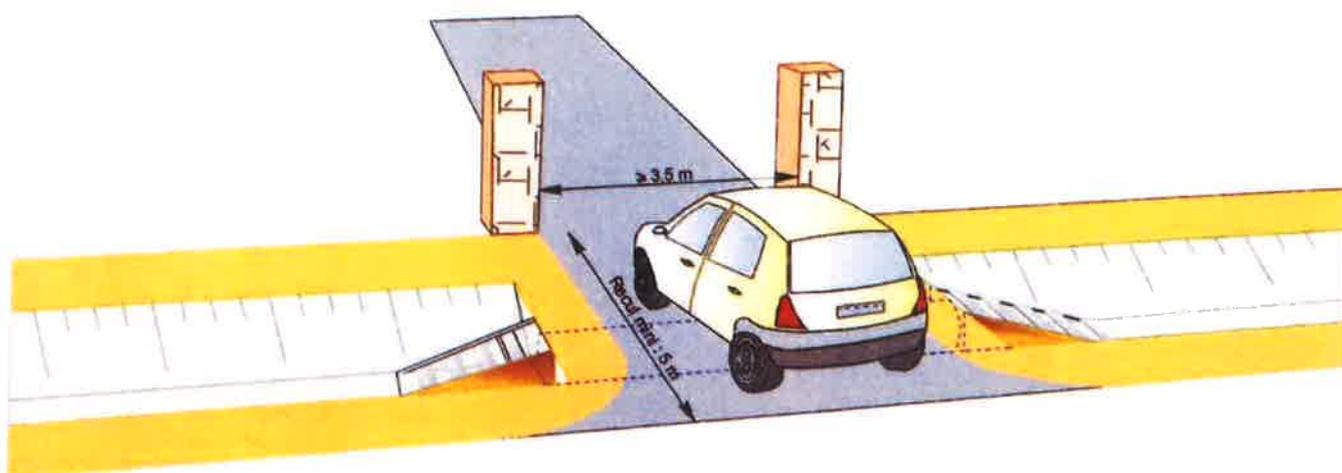
Article 21 du règlement de voirie départemental

Date de création : 29 /04/2019



Création d'accès (dimensionnement) :

Cas général



Référence :

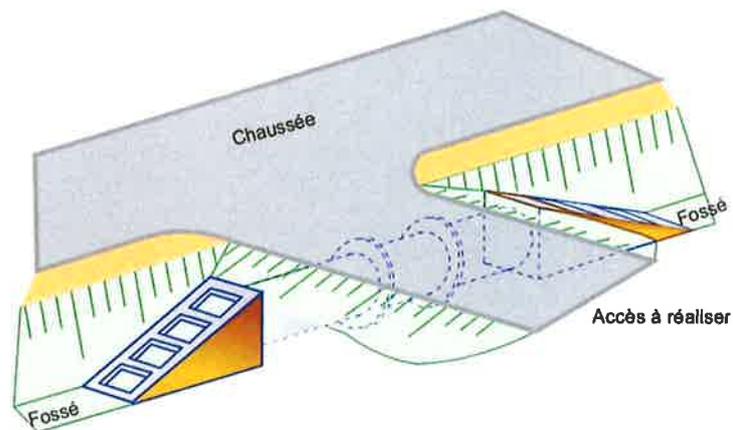
Article 21 du règlement de voirie départemental

Date de création : 29 /04/2019

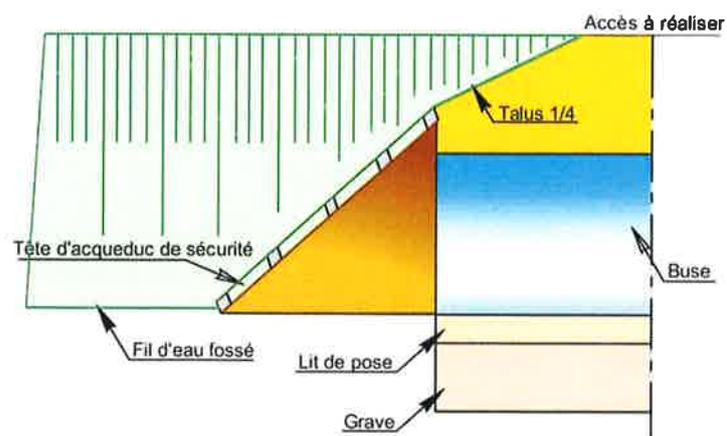


Création d'accès : Busage de fossé

SCHÉMA DE PRINCIPE



COUPE LONGITUDINALE



Référence :

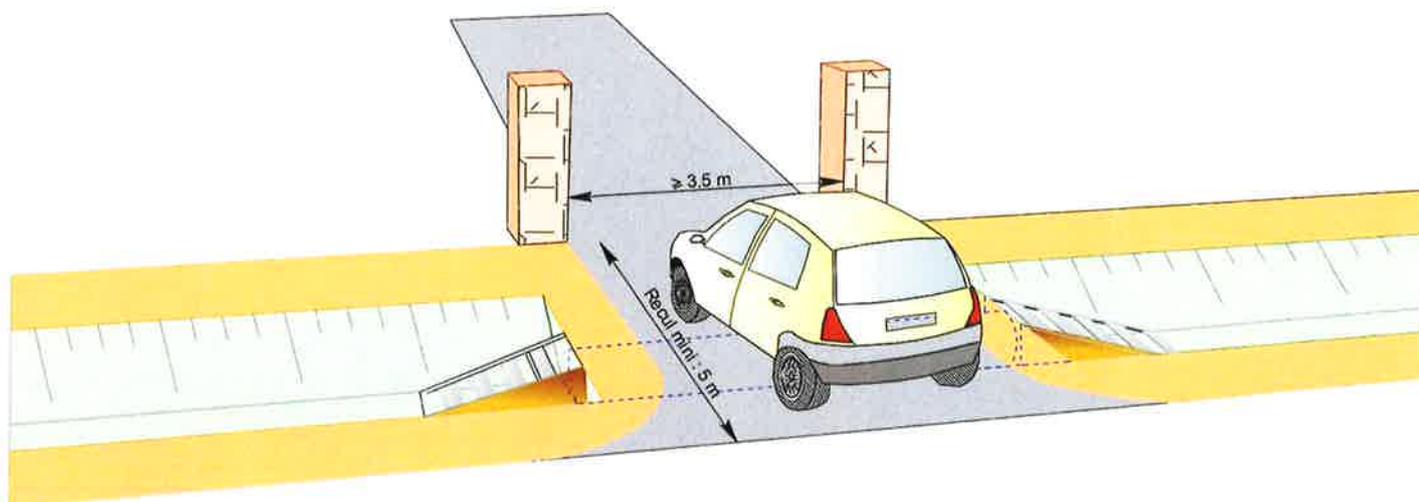
Article 21 du règlement de voirie départemental

Date de création : 29 /04/2019



Création d'accès (dimensionnement) :

Cas général



Référence :

Article 21 du règlement de voirie départemental

Date de création : 29 /04/2019



CONSEIL DEPARTEMENTAL DE VAUCLUSE
Direction des Interventions et de la Sécurité Routière
Agence de PERTUIS
Centre routier de CAVAILLON

Publié le
25 août 2022
Département de
Vaucluse

République Française

N° de l'arrêté : 2022 - 7132

**Arrêté temporaire Réf. AT 2022-1248 DISR
Portant réglementation de la circulation sur la
D2 au PR 1+0710
Commune de Cavaillon
Route classée à grande circulation
Hors agglomération**

La Présidente du Conseil départemental

- VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 3221-4
- VU** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 413-1
- VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire
- VU** l'avis réputé favorable du Préfet conformément à l'arrêté n° DISR 19-0119 du 22 janvier 2019
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental n° 2022-2824 du 30 mars 2022 portant délégation de signature à Monsieur Marc MAZELLIER, Chef de l'agence routière de Pertuis, et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-Michel SERVAIRE, Adjoint au Chef de l'agence routière de Pertuis
- VU** la demande en date du 22/08/2022 de l'entreprise MIDI TRAVAUX, intervenant pour le compte Mairie de Cavaillon

CONSIDÉRANT que les travaux de création d'un poteau incendie nécessitent la réglementation temporaire de la circulation

ARRÊTE

Article 1

A compter du 05/09/2022 et jusqu'au 16/09/2022 les travaux de création d'un poteau incendie sur la D2 au PR 1+0710 seront effectués de 9h00 à 17h00 dans les conditions suivantes :

Cet arrêté est conforme à la permission de voirie N°AV 2022 0496 -DISR en date du 07/07/2022.

L'entreprise devra, lors des contrôles sur chantier, être en possession et en mesure de présenter la permission de voirie et/ou l'arrêté temporaire concernant les travaux dont elle a la charge.

Prescriptions :

Dans la zone de travaux, la circulation sera alternée par feux.
La vitesse sera progressivement limitée à 50 km/h.
Le dépassement de tous véhicules autres que les deux roues sera interdit.

La signalisation sera établie sur la base des indications du manuel du chef de chantier, Signalisation temporaire volume 1 "routes bidirectionnelles" notamment et la fiche CF24 .

La chaussée sera rendue libre ou la signalisation pourra être adaptée ou repliée sur demande du gestionnaire pour les besoins de la circulation, pour le passage de transports exceptionnels, des véhicules de secours...

L'activité du chantier sera suspendue et la route remise à l'état initial (accotement compris) sera rendue libre à la circulation de 17h00 à 9h00, le samedi et le dimanche.

Signalisation :

L'implantation des signaux sera conforme à la fiche n° 4 du manuel du chef de chantier.

Les matériels de signalisation temporaire seront tous de classe 2, conformément à l'article 52 du règlement de voirie départemental de Vaucluse.

Les panneaux seront solidement fixés sur un support stable qui pourra être lesté. Le lestage ne doit pas être réalisé avec des matériaux agressifs ou qui pourraient constituer un danger pour la circulation.

L'entreprise balisera de jour et de nuit les fouilles, les dénivellations, les matériels et dépôts de matériaux sur la base des schémas DT2, DT4 et la fiche n°3 du "manuel de chef de chantier - routes bidirectionnelles".

Dispositions particulières:

L'entreprise assurera en permanence la propreté de la chaussée dans la zone du chantier et de ses abords et effectuera à cet effet et autant que nécessaire les nettoyages de la chaussée.

Tout dommage causé au domaine public devra être réparé qualitativement à l'identique par l'entreprise.

Article 2

La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et aux schémas et fiches définis à l'article 1 du présent arrêté, sera mise en place et entretenue sous la responsabilité de l'entreprise chargée des travaux :

MIDI TRAVAUX - 4900 chemin des Châteaux - 84300 CAVAILLON

Tél: 04 90 71 64 52 - Port: - adresse courriel: audrey.bassanelli@miditravaux.fr

Les coordonnées de contact pour toute demande d'intervention pour la maintenance de la signalisation pendant toute la durée du chantier sont :

Mme BASSANELLI Audrey Tél : 04 90 71 64 52.

Article 3

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 1 ci-dessus.

L'entreprise informera les services du Département : Centre routier de CAVAILLON, M. POYET
Xavier Chef de centre Tél : 06 27 40 49 86

ou

M. OLIVERO Nicolas Adjoint au chef de centre Tél : 06 24 95 47 50

du démarrage des travaux, des jours d'interventions de l'entreprise et des interruptions de chantiers.

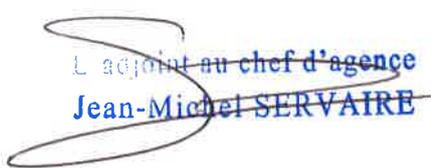
Article 4

Le présent arrêté, dont les dispositions annulent et remplacent pendant la durée des travaux toutes les dispositions contraires et antérieures, sera affiché aux extrémités du chantier.

Article 5

Mme la Présidente du Conseil départemental et M. le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Pertuis, le **25 AOUT 2022**
Pour la Présidente et par délégation


L'adjoint au chef d'agence
Jean-Michel SERVAIRE

Annexes:

CF24 Routes bidirectionnelles alternat par feux

Diffusion :

- M. le Directeur Départemental des Territoires
- Mme la Chef du Service Réseau Vaucluse de la Direction des Transports de la Région PACA
- Monsieur le Maire de la commune de CAVAILLON
- SDIS
- MIDI TRAVAUX
- M. le Directeur départemental de la Sécurité Publique
- M.le Chef de l'Agence de PERTUIS

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

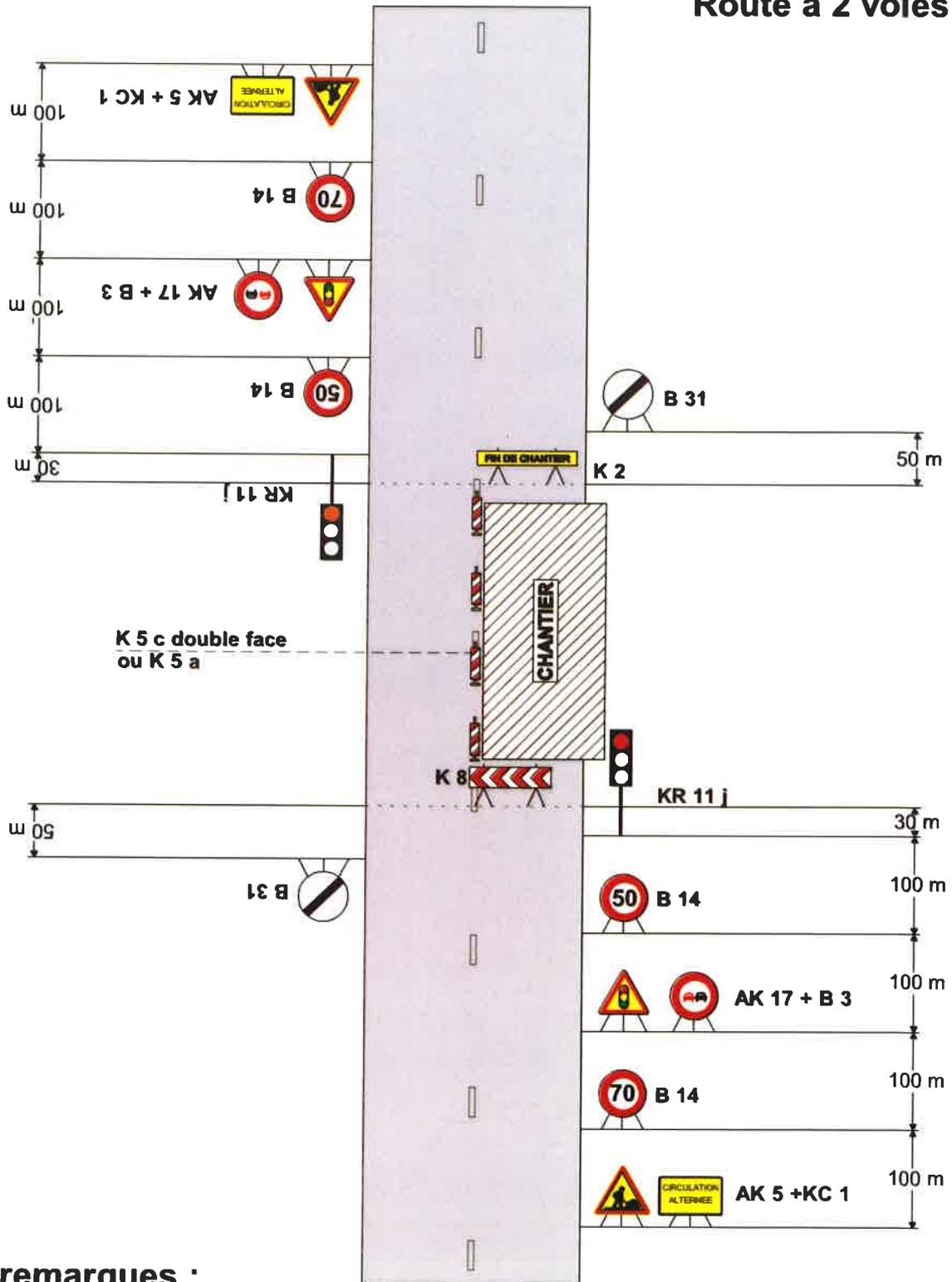


Chantiers fixes

Alternat par signaux tricolores

Circulation alternée

Route à 2 voies



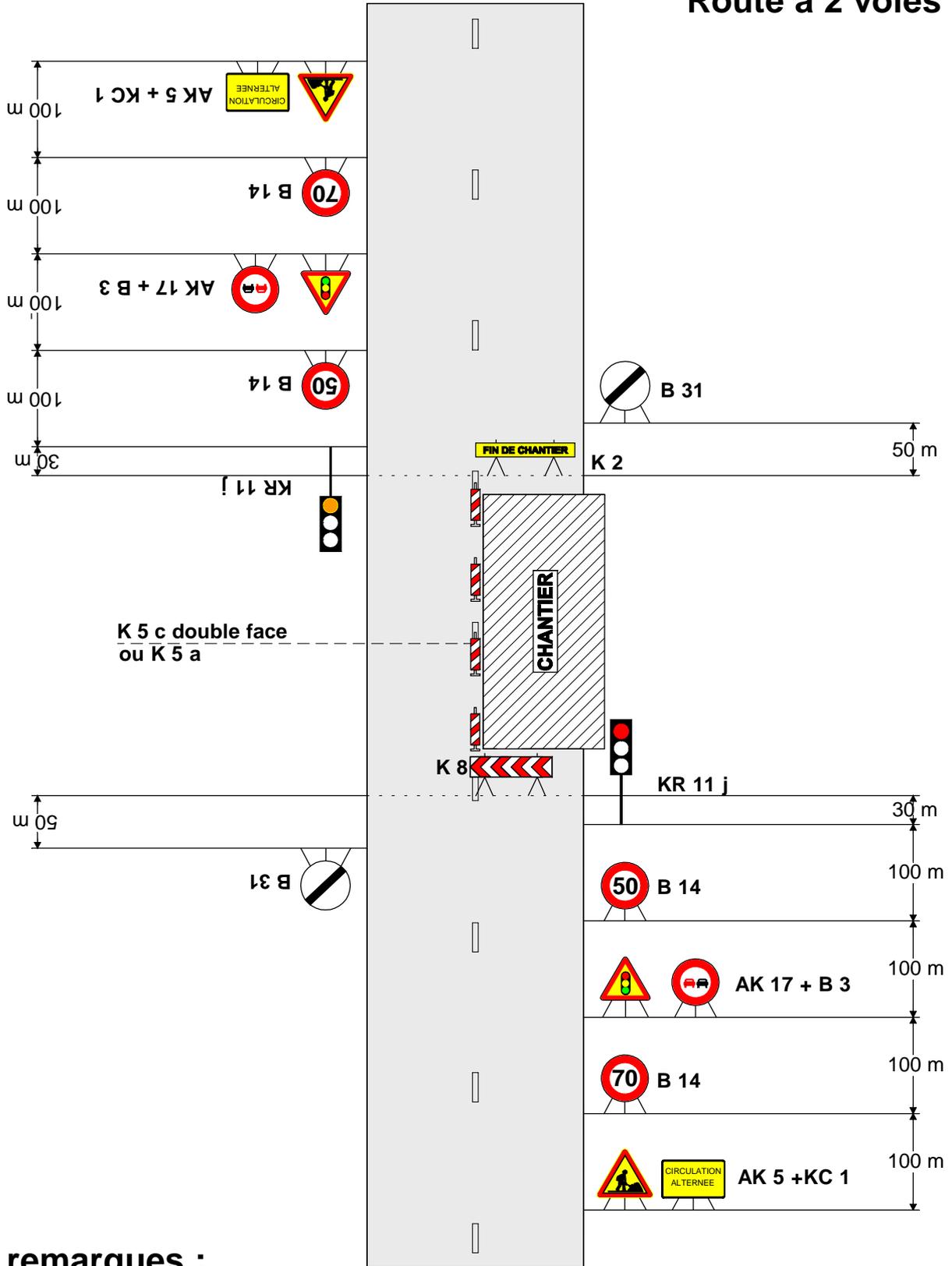
remarques :

- Schéma à appliquer notamment lorsqu l'alternat doit être maintenu de nuit, en absence de visibilité réciproque.
- Pour le réglage des signaux tricolores : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.

Chantiers fixes

Alternat par signaux tricolores

Circulation alternée
Route à 2 voies



remarques :

- Schéma à appliquer notamment lorsqu l'alternat doit être maintenu de nuit, en absence de visibilité réciproque.
- Pour le réglage des signaux tricolores : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.

Arrêté Réf. AV - 2022 0609 - DISR Portant ALIGNEMENT

La Présidente du Conseil départemental

VU la demande en date du 16/08/2022 par laquelle M et Mme JOURDAN Valentin demeurant 403 rue des vignaux - 84840 Connaux, représentés par Géomètre Expert Foncier D.P.L.G - Urbaniste 66, Avenue Emile Lachaux - 84500 Bollène

sollicitent l'alignement individuel délimitant le domaine public routier, sur la D12 du PR 7+0424 au PR 7+0456, parcelle n°156 section BM, lieu-dit "Saint Blaise Ouest", sur la commune de Bollène située en agglomération.

VU la loi 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la voirie routière, et notamment les articles L112-1 à L112-8,

VU le code général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L3111.1,

VU la délibération n° 2019-471 du 21 juin 2019 du Conseil départemental approuvant le règlement de voirie départemental,

VU l'avis favorable du Maire de la commune de Bollène en date du 25/08/2022

VU l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental n° 2022-2822 du 30 mars 2022 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Firmin BARDISA, Chef de l'agence routière de Vaison la Romaine, et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Christophe DUHOO, Adjoint au Chef de l'agence routière de Vaison la Romaine,

VU l'état des lieux,

ARRÊTE

Article 1 : Alignement

L'alignement de fait de la D12 du PR 7+0424 au PR 7+0456, parcelle n°156 section BM, lieu-dit "Saint Blaise Ouest" 84500 (Bollène), est défini par le plan de délimitation du domaine public annexé au présent arrêté comme suit :

- Point A : Clou, matricule 211 à une distance de 2.95 m du bord de la chaussée pour une largeur de chaussée 5.60 m
- Point B : Borne, matricule 212 à une distance de 2.80 m du bord de la chaussée pour une largeur de chaussée 5.70 m

Article 2 : Dispositions diverses

Si des travaux de construction de clôture et de plantation de haies vives sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire prendra attache auprès du service gestionnaire de la voirie départementale. Ces travaux seront effectués en prenant en compte les dispositions des articles 27, 33 et 34 du règlement de voirie départemental.

L'exécution de ces travaux devra faire l'objet en cas d'intervention sur ou depuis le domaine public et quatre semaines avant leur commencement, d'une demande d'arrêté de circulation auprès du gestionnaire de la voirie départementale.

Article 3 : Responsabilité

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des autres procédures règlementaires à effectuer préalablement à l'engagement des travaux, notamment la Déclaration des Travaux (DT), la Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT), la demande d'un arrêté de circulation.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 : Autres formalités

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants, ou autres formalités spécifiques liées aux travaux envisagés.

Article 5 : Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai de UN an à compter du jour de sa délivrance et ceci si aucune modification des lieux n'est intervenue sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Article 6 : Délai de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de 2 mois à partir de sa notification. Le tribunal administratif peut être aussi saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait à Vaison-la-Romaine, le 25/08/2022
Pour la Présidente et par délégation

Le Chef d'Agence

Jean-Firmin BARDISA

Annexe :

Plan de délimitation du domaine public

Diffusion :

M. Thierry BAUDET (Géomètre Expert Foncier D.P.L.G - Urbaniste)

M. le Maire de la commune de BOLLENE

M. le Directeur des Interventions et de la Sécurité Routière

Vous pouvez consulter le règlement de voirie sur le lien suivant :

https://www.vaison-la-romaine.fr/teleadmin/Documents/PDF/Nos_services/Routes/2019/Reglement_de_voirie_departemental/Reglement_de_voirie_departemental.pdf

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.



Echelle non contractuelle

N° de l'arrêté : 2022 - 7131

Arrêté Réf. AV - 2022 0611 - DISR
Portant Permission de voirie
pour aménagement d'accès sur la D900 au PR 19+0260
commune de Maubec
hors agglomération
Route classée à grande circulation

La Présidente du Conseil départemental

- VU** la demande en date du 24/08/2022 par laquelle Mme MARTINO Geneviève 66B Chemin des Oliviers 84440 ROBION, sollicite l'autorisation d'aménagement d'accès,
- VU** le code général des collectivités territoriales
- VU** le code général de la propriété des personnes publiques
- VU** le code de la voirie routière
- VU** la délibération n° 2019-471 du 21 juin 2019 du Conseil départemental de Vaucluse approuvant le règlement de voirie départementale
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental n° 2022-2824 du 30 mars 2022 portant délégation de signature à Monsieur Marc MAZELLIER, Chef de l'agence routière de Pertuis, et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-Michel SERVAIRE, Adjoint au Chef de l'agence routière de Pertuis
- VU** l'état des lieux,

ARRÊTE

Article 1 - Autorisation

Le bénéficiaire est autorisé :

- à occuper le domaine public de la D900 au PR 19+0260, Commune de Maubec, et,
- à exécuter les travaux Création accès avec aqueduc

à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants :

Article 2 - Sécurité et signalisation de chantier

Deux mois avant le début des travaux, l'entreprise chargée de leur exécution, devra demander un arrêté de police de la circulation pour signaler son chantier, auprès de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation (hors agglomération : la Présidente du Conseil départemental représentée par l'agence routière départementale, en agglomération : le Maire de la commune).

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des autres procédures règlementaires à effectuer préalablement à l'engagement des travaux, notamment la Déclaration des Travaux (DT), la Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT), la demande d'un arrêté de circulation...

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3- Implantation ouverture de chantier, contrôle réception et récolement

Préparation, implantation ouverture de chantier

Avant exécution les travaux feront l'objet d'un piquetage avec le représentant de l'agence routière départementale gestionnaire de la voie :

Agence routière de Pertuis
352 avenue de Verdun
84120 Pertuis
Tél : 04 90 68 89 04
agenceroutierepertuis@vaucluse.fr

Accès avec aqueduc :

La largeur de l'accès sera de 15 mètre(s).

Le busage du fossé sera effectué sur une longueur 15 m, à l'aide de buses annelés ou de buses de résistance similaire, dont le diamètre intérieur ne peut-être inférieur à 400 mm.

Le fil d'eau devra respecter la pente du fossé existant et ne pas entraver le libre écoulement des buses.

Les têtes d'aqueducs présenteront un profil incliné destiné à éviter l'encastrement des véhicules et seront exécutées conformément au schéma annexé au présent arrêté.

L'accès sera réalisé conformément aux fiches techniques annexées au présent arrêté:

- fiche 3 busage de fossé,

- fiche 4 dimensionnement simple,

et mis en œuvre dans les règles de l'art.

L'accès sera empierré, stabilisé, bitumeux.

Il se raccordera au bord de la chaussée sans creux ni saillie et présentera une pente supérieure à 4% dirigée vers la propriété du bénéficiaire de façon à éviter l'écoulement des eaux de ruissellement sur la chaussée.

L'implantation d'un portail ne pourra se faire à une distance inférieure à 5 m du bord de la chaussée circulée, ceci afin de permettre le stationnement d'un véhicule hors des parties circulées de la chaussée et de préserver la sécurité des usagers de la route à l'occasion d'entrée ou sortie d'un véhicule.

Dépôt :

Les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux autorisés par le présent arrêté pourront être déposés sur les dépendances de la voie.

En aucun cas ce dépôt ne pourra se prolonger pour une durée supérieure à celle des travaux prévue dans le présent arrêté.

Les dépendances devront être rétablies dans leur état initial.

Dispositions générales :

Le pétitionnaire prendra toutes les dispositions afin de préserver la sécurité des usagers de la route, il se devra d'entretenir une parfaite visibilité au droit de cet accès. L'entretien de l'accès, y compris des éventuelles buses, têtes de buses ou caniveaux sont à la charge du pétitionnaire.

Cet entretien inclus l'enlèvement de tout obstacle au libre écoulement des eaux sur 2 m de part et d'autre de l'accès.

Une semaine avant le démarrage des travaux, le bénéficiaire devra remettre : les fiches techniques des matériaux utilisés

Article 4 - Implantation ouverture de chantier

La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de 365 jour(s).

Le service instructeur du Département devra être prévenu de la date d'intervention au moins 10 jours avant le début des travaux.

La date d'ouverture de chantier sera fixée par l'arrêté de police de la circulation.

La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.

Contrôles, réception et récolement

Pendant les travaux, le bénéficiaire fera exécuter les contrôles permettant de garantir au gestionnaire de la voie l'implantation des ouvrages, la profondeur de pose des réseaux, la qualité des matériaux utilisés et la conformité de leur mise en œuvre dans les règles de l'art, les normes et spécifications demandées par la présente autorisation.

Les résultats de ces contrôles seront communiqués au gestionnaire de la voie lors de la constatation de fin de chantier.

Le gestionnaire de la voie se réserve le droit de faire exécuter des contrôles complémentaires, pendant ou après les travaux, pour s'assurer de la bonne exécution des ouvrages et en particulier de la qualité des matériaux de remblai et de leur mise en œuvre.

Les ouvrages non conformes devront être repris aux frais du bénéficiaire.

Le bénéficiaire informera le gestionnaire de la voie de l'achèvement des travaux et lui demandera la constatation de fin de chantier. La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voie, notamment au vu des résultats des contrôles effectués, de la remise en état des lieux et de la sécurité de circulation après travaux.

L'intervenant établira et tiendra à disposition du gestionnaire de voirie un plan de récolement de ses installations de classe A, géoréférencés conformément à la réglementation en vigueur, et rattachés en planimétrie à la zone Lambert 93 et en altimétrie au système NGF-IGN69. Ils seront fournis sous forme dématérialisée.

La communication de ces plans au gestionnaire de la voie devra intervenir dans les trois mois suivant sa demande.

Article 5 - Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien, auprès du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 - Validité de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable.

Cette autorisation peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation.

Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie dans l'intérêt général s'avéreront nécessaires.

25 AOUT 2022

**Fait à Pertuis, le
Pour la Présidente et par délégation**

**L'adjoint au chef d'agence
Jean-Michel SERVAIRE**

Annexes:

Accès - Fiche 3 accès busage de fossé
Accès - Fiche 4 accès cas général

Diffusion :

- M. le Directeur Départemental des Territoires
- M. le Directeur des Interventions et de la Sécurité Routière
- Contact 1 (MAUBEC)
- M.le Chef de l'Agence de PERTUIS

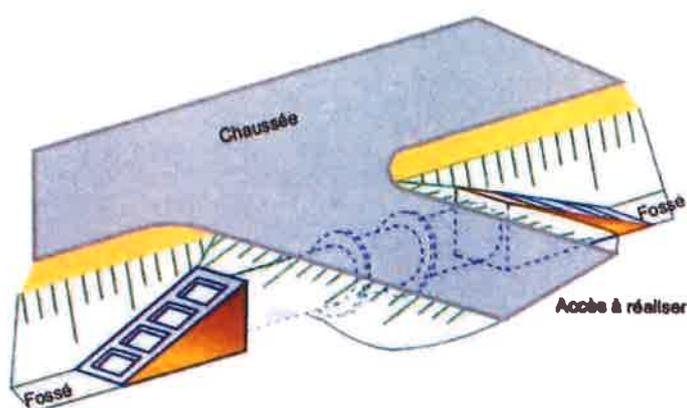
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de 2 mois à partir de sa notification. Le tribunal administratif peut être aussi saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

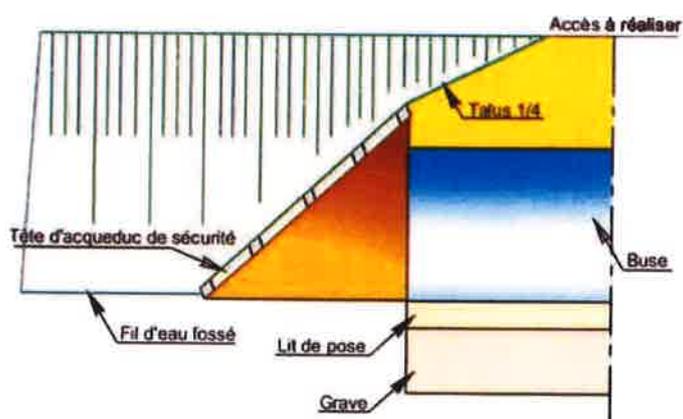


Création d'accès : Busage de fossé

— SCHÉMA DE PRINCIPE —



— COUPE LONGITUDINALE —



Référence :

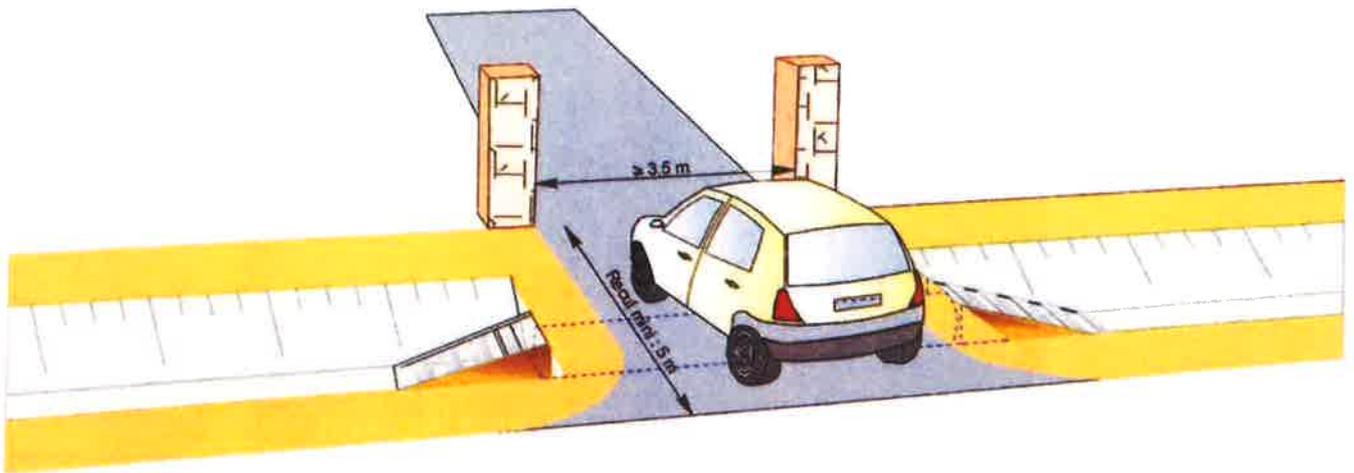
Article 21 du règlement de voirie départemental

Date de création : 29 /04/2019



Création d'accès (dimensionnement) :

Cas général



Référence :

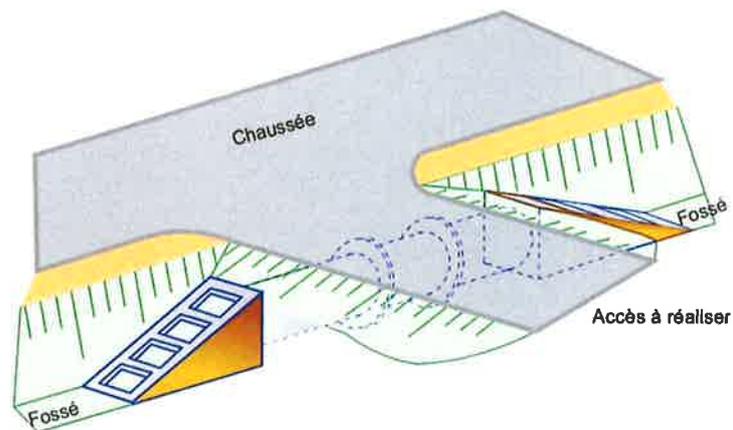
Article 21 du règlement de voirie départemental

Date de création : 29 /04/2019

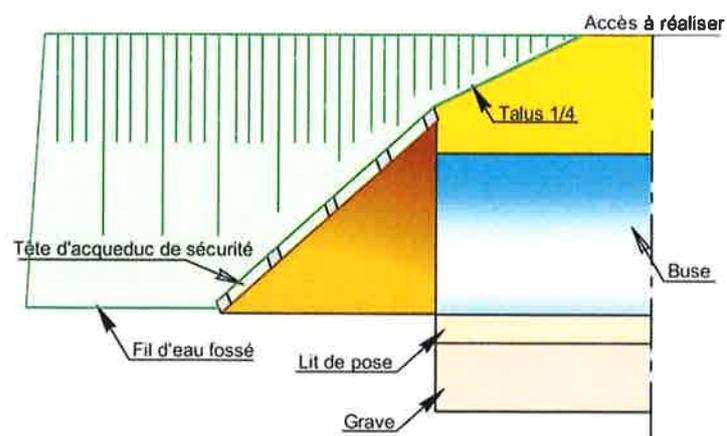


Création d'accès : Busage de fossé

SCHÉMA DE PRINCIPE



COUPE LONGITUDINALE



Référence :

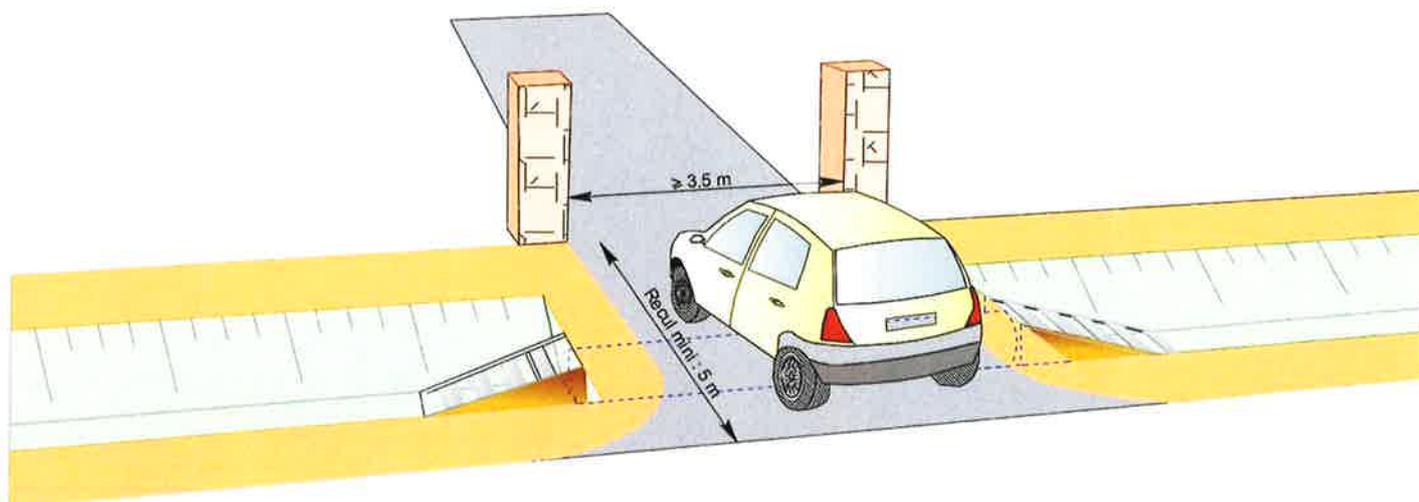
Article 21 du règlement de voirie départemental

Date de création : 29 /04/2019



Création d'accès (dimensionnement) :

Cas général



Référence :

Article 21 du règlement de voirie départemental

Date de création : 29 /04/2019